



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Grèce

Question au Gouvernement n° 3073

Texte de la question

## SITUATION DE LA GRÈCE

**M. le président.** La parole est à M. Dominique Lefebvre, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

**M. Dominique Lefebvre.** Monsieur le Premier ministre, l'Europe et le monde ont les yeux rivés sur la Grèce, qui n'est pas aujourd'hui en mesure de faire face à ses échéances financières, et qui se trouve théoriquement en défaut de paiement.

Depuis de longs mois, la France est à pied d'œuvre, avec ses partenaires européens, afin de trouver une solution aux difficultés financières de la Grèce.

**Un député du groupe Les Républicains.** Quel succès !

**M. Dominique Lefebvre.** Notre engagement se fonde sur quelques principes simples, largement partagés, je crois, sur ces bancs. D'abord, le *Grexit* serait une erreur historique pour la Grèce comme pour l'Europe. Ensuite les choix démocratiques des Grecs, qu'ils soient issus d'élections générales ou de référendums, doivent être respectés, tout comme la Grèce doit respecter ses engagements européens. Enfin, un accord global, durable et soutenable doit être trouvé entre la Grèce et ses créanciers.

Comme vous l'avez vous-même dit hier, nous pensons pour notre part que, comme la Grèce a besoin de l'Europe, l'Europe a besoin de la Grèce. Et nous voulons que l'Europe sorte plus forte et plus solidaire de cette crise. Il ne s'agit donc pas, comme je l'ai lu dans un journal du soir, de protéger la zone euro de la Grèce, mais de renforcer la zone euro, et donc l'Europe, avec la Grèce.

Mes chers collègues, la France a refusé de se laisser enfermer dans un choix binaire absurde entre, d'une part, une vision punitive qui nous mettrait dans l'impasse et, d'autre part, des proclamations angélistes déconnectées de toute réalité, qui nous condamneraient à l'impuissance. La France a donc eu raison.

À dix-sept heures trente se tiendra une nouvelle réunion de l'Eurogroupe afin d'examiner les nouvelles propositions du gouvernement grec et de rechercher une nouvelle fois l'élaboration d'un accord global. Il doit permettre d'éviter ce qui serait une tragédie pour la Grèce, et un échec majeur pour l'Europe ; il doit remettre l'Europe sur de bons rails.

Monsieur le Premier ministre, notre majorité soutient l'action de la France et le rôle de médiateur qu'elle a embrassé au bénéfice de l'intérêt collectif. Les prochaines heures seront cruciales : elles doivent être mises à profit pour rechercher inlassablement un accord global. Pouvez-vous nous dire où nous en sommes dans cette négociation majeure et quelle sera la position de la France ce soir ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe*)

*socialiste, républicain et citoyen.*)

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Monsieur le député, nous l'avons rappelé hier devant vous, avec Michel Sapin, en réponse à des questions de Jean Glavany et de Pierre Lellouche : la situation de la Grèce est bien évidemment une préoccupation majeure pour la France. La France, le Président de la République, s'engagent pleinement. Nous restons totalement à l'initiative.

Comme nous vous le disions hier, un accord est encore possible ; un accord est souhaitable. Le dialogue, qui avait été interrompu ce week-end, a repris, et la France y est pour beaucoup. Je veux croire qu'un accord est possible.

Où en sommes-nous ? Les autorités grecques ont formulé hier après-midi, et encore cette nuit, de nouvelles propositions. Athènes propose à ses créanciers de conclure un accord sur deux ans permettant de couvrir ses besoins financiers tout en restructurant sa dette, en échange de quoi le gouvernement grec accepterait de mener les réformes nécessaires qui s'imposent.

**M. Philippe Meunier.** Il ne fera rien !

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Ces propositions ont fait l'objet, hier soir, d'un premier échange lors d'une réunion de l'Eurogroupe, qui rassemble, comme vous le savez, l'ensemble des ministres des finances de la zone euro. Michel Sapin a participé à cette réunion. En ce moment même, ces propositions continuent d'être évaluées par l'ensemble des parties prenantes à ces négociations. Ce soir, en effet, vous le rappeliez, se tiendra à dix-sept heures trente une nouvelle réunion de l'Eurogroupe. Nous continuons donc à croire qu'un accord est possible.

Sur le fond, que voulons-nous ? Un accord équilibré, global et durable, c'est-à-dire un accord qui prévoit les réformes nécessaires, y compris bien sûr sur le plan budgétaire, mais également un volet de financement de l'économie, avec des investissements au service de la croissance, et enfin un accord qui trace un chemin clair pour traiter la question de la dette. Voilà ce que cherche la France, avec détermination et conviction.

Nous sommes convaincus, comme vous, que la place de la Grèce est dans la zone euro, c'est-à-dire pleinement dans l'Union européenne. En ces heures très délicates de discussions et de négociations où il est possible d'espérer un accord, mais où les choses, reconnaissons-le, restent fragiles, j'invite chacun à faire preuve de retenue, de responsabilité et de sang-froid.

Le Président de la République a rappelé il y a un instant que la France se bat. Elle n'est pas dans le veto. Je veux également m'inscrire en faux contre toutes les déclarations, notamment celle d'un ancien Président de la République, qui a déclaré que la Grèce était de fait sortie de la zone euro.

Ces polémiques et ces analyses trop rapides nuisent au débat. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Je veux saluer, en revanche, les déclarations responsables de trois anciens Premiers ministres – Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin et François Fillon –, lesquels savent que, dans de tels moments, où se joue aussi le destin de l'Europe, chaque déclaration compte, surtout quand elle vient de la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

De telles déclarations sont contre-productives et ne sont pas responsables au regard de l'urgence dans laquelle nous nous trouvons.

**M. Philippe Meunier.** C'est lamentable !

**M. Manuel Valls**, *Premier ministre*. Le Gouvernement, lui, n'est pas dans la polémique ; il est, en lien avec ses partenaires, dans l'action.

**M. Philippe Meunier**. Mettez-vous au travail !

**M. Manuel Valls**, *Premier ministre*. Je le redis encore une fois, faire réussir un accord est important pour la Grèce, pour la zone euro, pour l'Europe et pour la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur plusieurs bancs du groupe écologiste et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Dominique Lefebvre](#)

**Circonscription** : Val-d'Oise (10<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 3073

**Rubrique** : Politique extérieure

**Ministère interrogé** : Premier ministre

**Ministère attributaire** : Premier ministre

Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [2 juillet 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 juillet 2015](#)